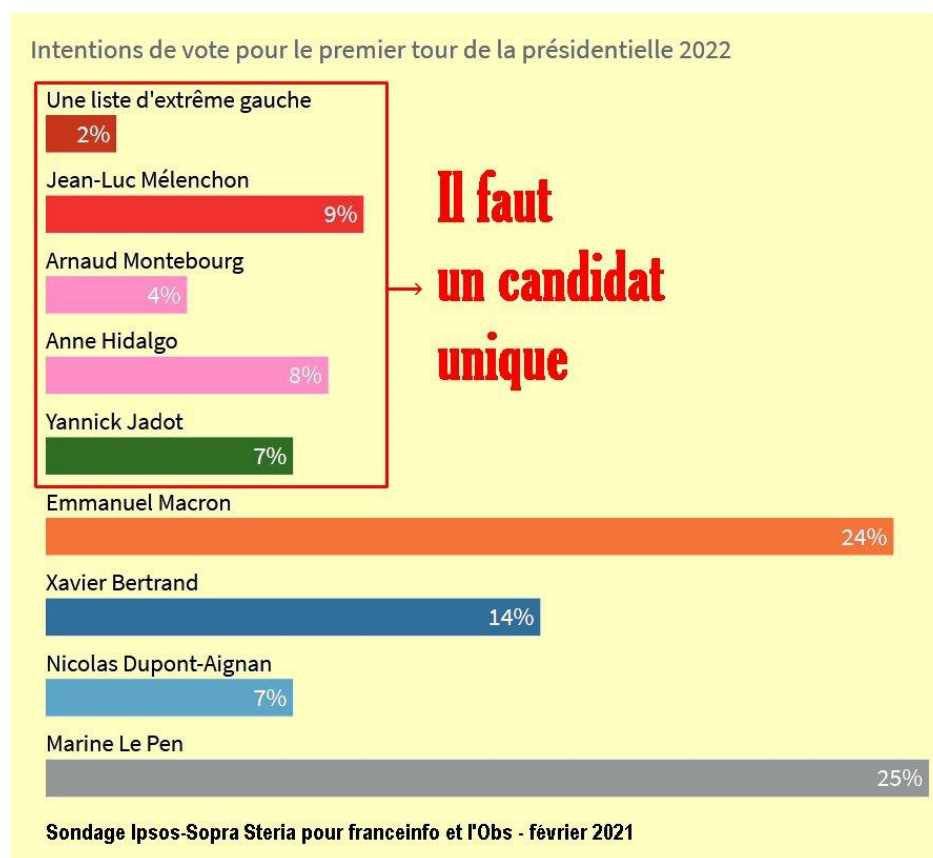


## Pour un candidat unique des organisations ouvrières



L'[AGIMO](#) s'est prononcée depuis longtemps pour un gouvernement provisoire des organisations ouvrières. La question est relancée avec plus d'acuité et d'intensité à l'approche des présidentielles de 2022 surtout depuis que Jean-Luc Mélenchon a annoncé qu'il sera candidat quoi qu'il advienne.

Les journalistes et la plupart des politiciens utilisent le vocable « gauche », dont nous ne connaissons pas précisément le sens, pour parler de ce que nous appelons les organisations ouvrières c'est-à-dire celles qui sont issues de l'histoire du mouvement ouvrier avec ses internationales de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup>. Ils parlent donc d'un gouvernement de « gauche » et de l'unité de la « gauche ».

Pour avoir une idée de l'évolution de l'opinion à propos des présidentielles de 2022, je propose, en cédant au vocabulaire des journalistes, de taper dans un moteur de recherche les mots « candidat unique gauche 2022 ». Nous voyons immédiatement qu'une quantité de prise de position et de propositions apparaissent. Il est question de « l'appel des 1000 » signé par des personnalités comme Clémentine Autain, Damien Carême, Cyril Dion, Thomas Piketty... Une pétition est lancée et elle a déjà recueilli plus de 25 000 signatures. Un collectif crée « 2022 ou jamais » pour mettre en place un processus de désignation d'un candidat unique de « la gauche ». [Les sondages](#) sont clairs : si les candidats de « gauche » se présentent en ordre dispersé aucun n'atteindra les 10% alors que Macron et Le Pen auront environ 25%. Un [autre sondage](#) montre que les sympathisants de gauche souhaitent une candidature unique à 72 %. Enfin et surtout, pour les régionales dans les « Hauts de France », les organisations ouvrières et les verts se sont mis d'accord pour présenter un candidat unique. L'un des multiples articles consacré à l'affaire commente ainsi :

*« Ce qui apparaissait comme une vue de l'esprit il y a quelques semaines encore aura donc bien lieu. Déjà dans les tuyaux depuis plusieurs jours, l'accord aux régionales entre Europe Écologie-Les Verts, La France insoumise, le PCF et le PS, derrière la candidate verte Karima Delli, a été rendu public jeudi 11 mars. Un attelage inédit, potentiellement ravageur pour le « présidentiable » Xavier Bertrand, président (ex-Les Républicains) sortant de la région. Et qui pourrait, qui sait, faire tache d'huile. En quelques heures, ce petit événement a ainsi ouvert les vannes à toutes les conjectures sur les réseaux sociaux : si un accord est possible dans le Nord, pourquoi pas dans les autres régions ? Et si le rassemblement est possible aux régionales, pourquoi n'en serait-il pas de même pour la présidentielle ? »*

*Article de Médiapart intitulé : [« Des régionales à la présidentielle, la gauche commence à s'occuper de ses unions »](#)*

Cette candidature unique des organisations ouvrières dans les Hauts de France est un immense espoir pour tous les travailleurs. Il est possible de battre Macron et Le Pen.

[L'un des sondages](#), avec une liste préétablie de 9 candidats, donnerait le résultat suivant : NPA/LO 2%, Jean-Luc Mélenchon 9%, Arnaud Montebourg 4%, Anne Hidalgo 8%, Yannick Jadot 8%, Emmanuel Macron 24%, Xavier Bertrand 14%, Nicolas Dupont-Aignan 7%, Marine Le Pen 25% (Voir l'image).

Nous encourageons les lecteurs à avoir un regard critique sur les sondages en général et sur celui-ci en particulier. Les sondages sont avant-tout faits pour satisfaire ceux qui les paient. Il y a notamment de fortes chances pour que le score de Macron soit ici majoré. Chacun est libre de modifier les chiffres à sa convenance. J'ai seulement voulu donner un exemple concret et à peu près plausible. Ce que je vous demande de retenir par contre c'est la démonstration que je veux faire maintenant, à partir de cet exemple, de ce que j'appelle la dynamique de l'unité.

On voit, avec ce sondage, que des primaires à « gauche » avec Jean-Luc Mélenchon, Arnaud Montebourg, Anne Hidalgo et Yannick Jadot donneraient Jean-Luc Mélenchon vainqueur. Dans ces conditions, avec la dynamique de l'unité, il obtiendrait probablement plus de 35% au premier tour. Nous aurions un résultat de ce genre (supputation personnelle) : Jean-Luc Mélenchon 36%, Emmanuel Macron 23%, Xavier Bertrand 12%, Nicolas Dupont-Aignan 5%, Marine Le Pen 24%.

Avec des chiffres différents de plus ou moins 10% la démonstration reste donc valable.

Et pourtant, alors même que, comme nous venons de le voir, des primaires pourraient donner Jean-Luc Mélenchon vainqueur, celui-ci n'en veut pas. Il a annoncé qu'il sera candidat quoi qu'il advienne. Il apparaît ainsi comme le principal diviseur qui mène le camp des travailleurs à l'échec. Il sait parfaitement ce qu'il fait. Il a lui-même très clairement expliqué comment joue la dynamique de l'unité mais aussi la dynamique de la division dans la vidéo : "[Bilan raisonné de 1981 et de la présidence de François Mitterrand](#)", il dit à 26mn45s : "Car l'aspiration populaire à l'unité est tellement puissante en toutes circonstances qu'elle déchiquette ceux qui se mettent en travers de son chemin." et à 33mn54s : "On voit donc que ce qui est déterminant, en toutes circonstances, c'est l'orientation politique et la position que l'on prend par rapport à la question de l'union". Il sait donc qu'avec cette politique de division il mène « La France Insoumise » à l'isolement sectaire. Son score aux présidentielles de 2017 (19,58 % des suffrages exprimés) avait déjà été divisé par trois aux européennes de 2019 (6,31% des suffrages exprimés). Cette fois-ci « La France Insoumise » va s'effondrer bien en-dessous de ce que donnent les sondages actuels. Elle va descendre assurément en dessous des 5%. « La France Insoumise » va se faire « déchiqueter » pour reprendre l'expression de Jean-Luc Mélenchon lui-même. C'est donc sciemment, et au prix d'un gros

sacrifice, qu'il préfère sauver le capitalisme en laissant Macron au pouvoir que de le sauver avec un gouvernement de Front Populaire. Faut-il donc penser que Jean-Luc Mélenchon ne veut pas gouverner ? C'est [ce qu'affirmait Alexis Tsipras](#) en juin 2018 « *J'ai eu le sentiment que Jean-Luc Mélenchon n'avait pas envie de gouverner. Je me suis rendu compte qu'il ne saurait pas très bien quoi faire en cas de victoire.* » Il ajoutait : « *Ce n'est pas une position de gauche. Lorsque vous êtes de gauche, vous devez vous préparer au pouvoir avec un programme en faveur des plus faibles* ».

Nous arrivons ici au cœur du problème. Les trois organisations PC, PS et LFI sont des organisations ouvrières-bourgeoises au sens où l'entendaient aussi bien Lénine que Trotsky. Cette appellation fait ressortir la contradiction entre le fait qu'elles sont ouvrières par leur origine et bourgeoises par la politique de leurs dirigeants qui sont tous des défenseurs du capitalisme. Elles sont issues du combat séculaire des ouvriers qui, pour faire la révolution socialiste ont construit plusieurs internationales qui étaient révolutionnaires à leur origine. Les PS de la 2<sup>ème</sup> internationale sont passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois en 1914 lorsqu'ils ont accepté d'envoyer les travailleurs d'Europe s'entretuer puis, les PC de la 3<sup>ème</sup> internationale sont à leur tour passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois lorsqu'ils ont permis à Hitler d'arriver au pouvoir avec le KPD qui menait une politique ultra-sectaire à l'égard du SPD. La France Insoumise est issue essentiellement du PS. Elle est donc par nature du côté de l'ordre bourgeois dès son origine. Son principal leader et créateur s'est d'ailleurs particulièrement illustré dans le PS comme suppôt de Mitterrand. En étant du côté de l'ordre bourgeois, elles sont en même temps du côté de l'ordre mondial (avec la domination américaine) et, naturellement, aucune des trois ne veut sortir de l'UE.

Mais, la classe ouvrière en France est essentiellement structurée par ces trois organisations et elle n'a pas d'autre solution pour se mobiliser que de passer par celles-ci malgré la politique réactionnaire de leurs dirigeants. Dans le cas des élections aux présidentielles nous n'avons donc pas d'autre solution pour mobiliser la classe ouvrière contre le capital que de proposer un candidat unique des trois organisations dès le premier tour. Bien sûr d'autres organisations pourront s'agréger à cette coalition mais nous sommes opposés à ce que ce soient des organisations bourgeoises qui y participent. Cette politique s'appelle la politique du FOU (Front Unique Ouvrier) elle a été élaborée par Lénine et Trotsky. C'est aujourd'hui la politique de L'AGIMO (Avant-Garde Internationaliste du Mouvement Ouvrier).

L'AGIMO va donc agir jusqu'aux présidentielles pour qu'il n'y ait qu'un seul candidat pour la classe ouvrière. Si nous y arrivons, ce ne sera pas seulement de notre fait mais, essentiellement, parce que cela répond à l'aspiration profonde des travailleurs. Notre but est de battre les candidats du capital parce que la classe ouvrière sera ainsi dans une meilleure position pour se défendre. Il ne faut pas que le scénario de 2017 se répète et que les milliardaires arrivent à nouveau à mettre leur homme de main à la tête du pays. Il ne faut pas en reprendre pour cinq ans. Ce serait une catastrophe. L'instauration d'une terrible dictature. C'est ce qu'il faut éviter à tout prix.

Pour autant, si nous gagnons, le gouvernement qui se mettra en place sera un gouvernement de Front Populaire et l'AGIMO ne lui apportera aucun soutien politique. Nous savons que les exploités se réjouiront de cette première victoire. Nous serons de tout cœur avec eux mais les révolutionnaires de l'AGIMO ne feront pas la fête avec eux. Ils seront probablement à contre-courant. Ils prépareront les inévitables combats à venir. Pour ma part, j'écrirai sans doute un article intitulé : "Un sale coup se prépare !" Car nous nous retrouverons avec un gouvernement de front populaire qui fera tout pour défendre le capitalisme et aussi l'UE. Il trahira donc la confiance que les travailleurs lui accorderont dans un premier temps. Il est impossible en effet de marier l'eau et le feu. Il est impossible de défendre à la fois les travailleurs et les milliardaires avec tout leur système. Je sais qu'il faudra se battre pour chacune des revendications : loi Savary,

fermeture des camps de rétention, suppression de la CSG... Et il faudra commencer par sortir de l'UE pour ne pas subir le même sort que les grecs. Nous voulons un candidat unique du mouvement ouvrier mais nous ne voulons pas revivre l'expérience désastreuse du mitterrandisme ni celle des grecs avec Syriza et Tsipras.

Or, sans mobilisation de la classe ouvrière c'est ce qui se passerait quel que soit d'ailleurs le président élu, que ce soit Mélenchon, Hamon, Roussel ou un autre... Il nous faudra donc, dès le lendemain, préparer la mobilisation de la classe ouvrière pour la sortie de l'UE. Nous demanderons probablement à toutes les organisations favorables au Frexit de prendre des initiatives dans ce sens. Il faudra probablement imposer un référendum pour la sortie de l'UE et sans doute commencer par lancer une grande pétition pour que ce soit un Référendum d'Initiative Citoyenne.

L'AGIMO mettra en avant la liste des premières mesures urgentes à prendre pendant que s'effectue la sortie de l'UE. Je rappelle, car je les ai déjà données [dans un article précédent](#), et je soumetts à la discussion celles que nous proposons :

- Une seule école pour tous : l'école laïque. Nous demandons l'adoption, comme première réforme de l'enseignement, de la loi Savary qui avait été refusée par Mitterrand.
- La suppression des camps de rétention. Les règles françaises pour les migrants ne doivent pas être plus répressives que celles des anglais. Les migrants ne devraient pas chercher à n'importe quel prix à passer en Angleterre. Si nécessaire, la France devra quitter l'espace Schengen.
- Indemnisation pour les manifestants estropiés notamment lors des manifestations des gilets-jaunes. Amnistie pour tous les manifestants condamnés. Remboursement des amendes.
- Suppression des forces de polices compromises dans la répression et les brutalités contre les manifestants. Remplacement par des brigades de sécurité composées de civils volontaires. Celles-ci seront placées sous l'autorité des directions syndicales.
- Répudiation de la dette. Nous ne devons rien.
- Nationalisation sans indemnités ni rachat de tous les grands médias (télévisions, radios, journaux, revues) qui sont dans les mains d'une dizaine de milliardaires.
- Réforme de toutes les règles concernant l'information en s'inspirant du programme du CNR et de ce qui a été acquis en Argentine mais en allant beaucoup plus loin pour en finir avec les dogmes imposés et le système de pensée unique. Garantir la liberté d'expression et la possibilité pour chaque courant d'avoir des canaux d'information en respectant des règles de proportionnalité et d'équité.
- Abrogation de toutes les lois liberticides notamment celles de Macron :
  - La loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.
  - Loi n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires.
  - La loi asile et immigration du 10 septembre 2018.
  - Loi n° 2018-1202 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information.
  - La loi dite anticasseurs publiée au J.O. le 10 avril 2019.
  - Loi n° 2020-766 du 24 juin 2020 visant à lutter contre les contenus haineux sur internet.

-La loi « sécurité globale ».

Nous demandons aussi l'annulation des 3 décrets du 4 décembre 2020 qui modifient les finalités et les possibilités de collecte d'informations pour les 3 fichiers PASP, GIPASP et EASP.

Instituer l'interdiction aux réseaux sociaux de faire de la censure politique.

- Réforme fiscale. Suppression de la CSG. Plus forte progressivité pour les impôts sur le revenu. Impôts sur la fortune avec forte progressivité. 6 taux de TVA : 0% pour les produits de première nécessité, taux réduit de 5%, taux intermédiaire de 10%, taux normal de 20%, taux pour produits de luxe de 35%, taux pour produits de grand luxe de 50%.

- Abrogation de la loi Macron du 6 août 2015 et de la loi El Khomri du 8 août 2016. Retour à la limitation de vitesse à 90 km/h au lieu des 80 km/h... Il ne faut rien garder de ce qu'ont amené Macron et ses milliardaires.

L'AGIMO a donc des propositions précises à faire. Cependant, nous ne mettons aucun préalable, aucune condition restrictive, pour soutenir un candidat unique des organisations ouvrières. Nous n'exigeons nullement qu'il reprenne la moindre de nos propositions. Nous ne lui demandons aucun compte sur son programme. D'ailleurs, s'il faisait des promesses, nous ne lui ferions pas confiance.

Nous savons que la question du « nécessaire » programme commun va être présentée comme une difficulté voire même comme un obstacle majeur à l'unité. Nous savons tout autant que les dirigeants des trois organisations n'ont que faire de ce programme commun, que tous ces discours ne sont que poudre aux yeux pour les militants. Nous nous souvenons de Mitterrand qui disait, à peine élu, qu'il n'avait même pas lu le programme commun sur lequel il s'était fait élire. Il entendait bien ainsi affirmer qu'il ne se sentait nullement engagé par ce programme. Or, Jean-Luc Mélenchon ne cache pas aujourd'hui son admiration pour François Mitterrand et « ses complots » comme il dit. Ils étaient donc tous d'accord : le PC, le PS et Jean-Luc Mélenchon. Alors, ils peuvent faire semblant maintenant d'accorder de l'importance au programme. Nous n'en croyons pas un mot. En fait, le programme sur lequel ils sont tous d'accord c'est l'application des directives de l'UE puisqu'ils n'envisagent pas d'en sortir. Ce n'est bien évidemment pas ce programme commun que nous voulons.

Pour l'heure, il faut faire tout ce que nous pouvons pour avoir un candidat commun de toutes les organisations ouvrières. Cela est possible pour les régionales dans les Hauts de France. Cela est donc aussi possible pour les présidentielles. Tel est dans l'immédiat l'objectif de l'[AGIMO](#). Telle est aussi la demande de plus en plus massive des travailleurs.

### **COMPLEMENT DU 17 MARS 2021**

La question évolue de jour en jour. Voici trois vidéos qui viennent d'être publiées le 17 mars 2021. Elles montrent toutes les trois que la question est au centre des débats même si les titres sont négatifs avec des mots comme « utopie », « déroute »... Tous les potentiels candidats doivent maintenant dire qu'ils sont pour un candidat unique en cherchant à faire reposer un éventuel échec sur les épaules des autres candidats.

[La nouvelle utopie à gauche : une candidature unique en 2022](#)

[Candidature unique à gauche pour 2022: une déroute annoncée ?](#)

[La gauche doit-elle être capable d'avoir un candidat unique dès le 1er tour de l'élection présidentielle de 2022, sans forcément qu'il soit...](#)

